

plus récents
*Gender and
rver Estates*
(Lag, 1998).

-mer, a été
ef de l'État
du Tchad
on française
. Il a écrit
t *Histoire*

ofesseur de
laire de la
à l'Institut
s'intéresse
ublié sept
sociale du

relations
recherches

politiques
AN). Elle
littérature
05. Elle a
tion et la
, Ghana,

sciences
politiques
ique, les
et sur les
Ghana, le

te sur la
seur des
rasme à
; sur les
inisie, la

Introduction

L'étendue des travaux de Robert Buijtenhuijs

Wim van Binsbergen, Piet Konings et Gerti Hesseling

Ce recueil présente onze articles rédigés par des africanistes qui, pendant des années, ont étroitement collaboré avec Robert Buijtenhuijs et qui ont été influencés par ses travaux et sa personnalité. Dans sa conception, cet ouvrage est un hommage approprié à un auteur qui a été prolifique et varié, dont les travaux pendant plus de trente années se sont caractérisés par un dévouement sans faille aux causes de la liberté et de la démocratie sur le continent africain, et qui, dans son travail, a toujours fait preuve d'intégrité intellectuelle et de sens des responsabilités. Il a montré la voie à d'autres chercheurs de sa génération et des générations suivantes qui se sont imposés dans les études africaines dans le domaine politique, social et religieux. Par ses travaux, Robert Buijtenhuijs a participé intellectuellement à des processus parmi les plus significatifs de la mutation politique qu'a connue le continent africain pendant la seconde moitié du XX^e siècle et à certains des débats les plus cruciaux qui aient animé le monde des études africaines. En conséquence, le présent ouvrage reflète en condensé certaines des problématiques centrales de l'Afrique et des études africaines des dernières décennies, et la liste des participants ne présente pas simplement un réseau personnel d'amis et de collègues, mais inclut des noms qui sont au cœur de ces débats.

Depuis ses travaux innovateurs et fructueux sur les Mau-Mau effectués dans le cadre de sa thèse de doctorat dans le sillage de George Balandier, Robert Buijtenhuijs a été fasciné par le phénomène des mouvements révolutionnaires et des guerres paysannes en Afrique : leur classification, les recherches méticuleuses sur leurs trajectoires spécifiques, leur interprétation et la position adoptée par le chercheur à l'égard de ces phénomènes capitaux mais confus et apparemment contradictoires. Il convenait donc qu'une partie importante de ce livre soit consacrée à des articles portant sur ce centre d'intérêt majeur. Dans ce domaine, Robert Buijtenhuijs s'est affirmé en tant qu'historien contemporain, qui savait combiner un esprit curieux et réaliste, méfiant de la théorisation, avec une recherche minutieuse et très innovatrice des faits primaires. Buijtenhuijs a parfois dû conduire cette recherche dans

des circonstances dangereuses que la plupart des chercheurs fuiraient intuitivement, ou dans des situations relevant davantage du roman d'espionnage que de la pratique de l'anthropologie politique. Au cours de ces dernières décennies, ces recherches l'ont de plus en plus souvent conduit dans les coulisses du pouvoir central ou de l'Assemblée nationale démocratique d'un pays africain, où il était le bienvenu. Cependant, Buijtenhuijs passait une bonne partie du temps de ses recherches dans les archives prosaïques de journaux, fouillant dans des tonnes de coupures et de reportages non publiés. Son objectif n'était pas de fonder de nouvelles théories, mais de démystifier les théories prééminentes, et ce n'est pas un hasard si son rêve d'écrire un jour un grand ouvrage sur les guerres paysannes africaines du XX^e siècle ne s'est jamais matérialisé ; en revanche, il a rédigé quatorze livres, dont plusieurs sont devenus des classiques de notre époque, nombre d'entre eux contenant des digressions comparatives et théoriques de grand intérêt ; pourtant, dans les moments cruciaux, Robert Buijtenhuijs a toujours préféré l'émotion de découvrir et de rendre une nouvelle situation spécifique avec ses propres tensions et ses propres thèmes d'actualité, à la portée comparative et théorique requise pour un chef-d'œuvre onirique de cette nature. Il a ainsi agi en véritable historien contemporain, plutôt qu'en la qualité d'anthropologue politique que lui valait sa formation.

Les articles présentés dans la section intitulée «Révolutions et guerres paysannes» reflètent parfaitement la majeure partie de ses travaux fondamentaux dans ce domaine.

Buijtenhuijs ayant rédigé quatre livres de premier ordre et de nombreux articles sur le Tchad, il convient que le livre commence par l'étude générale réalisée par l'historien français Bernard Lanne sur trois quarts de siècle d'histoire politique tchadienne s'achevant au coup d'État de 1975. Le Tchad est une création de la colonisation française qui s'installa de 1900 à 1914. Rattaché à l'Afrique-Équatoriale française (AEF), il fut successivement un territoire militaire puis une colonie dirigée par un gouverneur civil. Entrant en 1946 dans l'Union française, il devient un territoire d'outre-mer de la République française qui élit une assemblée locale et des représentants au Parlement de Paris. La loi-cadre de 1956-1957 le dote d'un conseil de gouvernement élu. Le 28 novembre 1958 est proclamée la République du Tchad, État autonome, membre de la Communauté qui devient indépendant le 11 août 1960. Le premier chef de l'État, François Tombalbaye, établit un régime de parti unique, mais doit faire face à un mouvement de rébellion dans le nord du pays. Le régime devient autoritaire et policier. Un coup d'État militaire le renverse le 13 avril 1975. C'est alors que s'est manifesté le mouvement révolutionnaire (Frolinat) qui devait dominer la suite de l'histoire du Tchad, ainsi qu'une grande partie de l'œuvre de Robert Buijtenhuijs.

L'historien britannique Terence Ranger, quant à lui, remonte aux travaux précédents de Buijtenhuijs qui portaient sur le mouvement mau mau du Kenya. Ranger retrace en particulier l'influence que l'image des Mau Mau a exercée sur un pays qui, beaucoup plus tard, allait devenir le théâtre d'une guerre nationale de libération : le Zimbabwe. Quand le nationalisme africain a émergé au Zimbabwe, des commentateurs blancs ont essayé de le déprécier en déclarant qu'il s'agissait d'un phénomène éphémère, encouragé artificiellement de l'extérieur du pays et visiblement nourri des images des Mau-Mau. En réaction contre cette attitude, la plupart des historiens du nationalisme zimbabwéen ont mis exclusivement l'accent sur ses origines indigènes et sa dynamique interne. Il a été clairement établi que le nationalisme zimbabwéen avait des racines profondes. Ainsi, il apparaît que le moment est venu de réexaminer la question des influences externes. De même que Robert Buijtenhuijs a réalisé des études comparatives de l'insurrection en Afrique, les historiens ont besoin de comparer les nationalismes et d'examiner les liens existant entre eux. L'article de Ranger explore les diverses manières dont la violence des Mau-Mau, traitée si subtilement par Buijtenhuijs, a influencé l'opinion politique africaine dans le sud de la Rhodésie et a contribué à la montée du nationalisme africain.

Qu'implique l'emploi des termes de «guerre paysanne» ou de «guerre de libération» pour désigner des mouvements tels que le Frolinat et les Mau-Mau? Cet instrument conceptuel est-il approprié lorsqu'il est appliqué au continent africain tout au long du XX^e siècle ? Telle est la question centrale posée dans son article par Stephen Ellis, historien et analyste politique britannique installé aux Pays-Bas. Selon Ellis, les africanistes ont interprété la majeure partie des violences du XX^e siècle comme des guerres, et en particulier des luttes de résistance ou de libération contre les puissances coloniales, mais aussi contre les gouvernements postcoloniaux oppressifs. Les analystes ont du mal à comprendre une nouvelle génération de guerres qui ne correspondent pas aux modèles historiographiques existants. L'étude de ces nouvelles guerres devrait nous inciter à reconsidérer notre interprétation d'épisodes antérieurs de violences qui ont frappé de vastes contrées. Le raisonnement d'Ellis signifie que l'évaluation et l'application des travaux de Buijtenhuijs se poursuivront dans les années futures, mais qu'en outre, nous devons élargir notre cadre conceptuel au-delà de son étendue habituelle à la fin du XX^e siècle, l'époque où Buijtenhuijs a publié ses écrits majeurs.

Une invitation similaire à réévaluer des concepts établis et à les appliquer à des situations nouvelles et imprévisibles du présent sous-tend l'article de l'anthropologue politique néerlandais Peter Geschiere. Minimisant quelque peu l'importance de l'orientation théorique implicite dont est imprégnée la plus grande partie des travaux de Buijtenhuijs, Geschiere avance que les contributions explicites et durables de Buijtenhuijs à la théorie ont été limitées. Nous avons mentionné plus haut qu'une des activités favorites de Buijtenhuijs au cours des années a consisté à démystifier la théorie plutôt qu'à la faire progresser. On manquerait toutefois de faire justice à

Buijtenhuijs si on n'essayait pas de déterminer d'où lui venait cette méfiance à l'égard de la théorie. Une étude de ses écrits critiques et polémiques révélerait que la position de Buijtenhuijs ne découle pas d'une incapacité à théoriser, mais d'une attitude résolument réservée envers la théorisation pour l'amour de la théorie, de la théorie fondée sur des preuves réfutables et de seconde main au lieu d'innombrables éléments de preuves répertoriés de façon méticuleuse et laborieuse, rassemblés avec soin et imagination ; c'est la méfiance d'un artisan instruit à l'égard des discours élitistes (et disproportionnellement récompensés) revendiquant des connaissances supérieures censées produire des théories. Buijtenhuijs, à l'inverse, a choisi de vouer un attachement d'ermite à la célébration assidue d'une vérité locale, mineure, que l'historiographie est davantage en mesure de révéler et de soutenir que le sociologue politique armé de théories rigides.

Aussi sympathique et productive que cette position intellectuelle ait pu paraître, Geschiere explore dans son article certaines de ses faiblesses. Les rares digressions théoriques de Buijtenhuijs, soutient Geschiere, se rapportaient à sa déception devant la disparition trop rapide du «politique par le bas». Cette approche de l'étude de la politique postcoloniale en Afrique avait été lancée par ses congénères de *Politique africaine* au début des années 1980. L'article de Geschiere est centré sur la brève carrière d'une des notions développées en relation avec cette approche, à savoir celle de «mode populaire d'action politique». À l'aide de quelques exemples empruntés à ses propres recherches sur la sorcellerie et la politique dans le sud-est du Cameroun, Geschiere essaie de démontrer que toute notion de «populaire» se heurte à un écueil en ce sens qu'elle suppose une ligne séparatrice, parfois implicite, d'un type ou d'un autre entre «le peuple» et une «élite». Cependant, une des difficultés de l'étude de la politique en Afrique, qui est à la fois un de ses aspects les plus fascinants, réside dans l'osmose entre dominants et dominés : en Afrique, ce qui semble populaire à un observateur extérieur s'avère souvent, vu de plus près, associé à l'élite. Cependant, plus nous nous rendons compte de la réalité de cette osmose, plus nous devons reconnaître – même si le terme de «populaire» devient ambivalent par définition – qu'une perspective «par le bas» est de plus en plus présente au cœur même de l'étude de la politique africaine. Dans ce sens, les regrets de Robert Buijtenhuijs causés par la disparition du «politique par le bas» sont peut-être justifiés au plan formel, mais s'avèrent quelque peu non fondés face au contenu des recherches actuelles sur la politique africaine.

Geschiere signale encore que la question, prise dans son ensemble, a des implications plus générales. La recherche de contrepoids clairs, dans la politique africaine, aux régimes nationaux autoritaires – recherche qui a marqué nombre d'études africaines pendant les dernières décennies – reflète peut-être une configuration politique particulière à l'Occident, dont on pourrait dire que la politique y est dominée par l'opposition entre des alternatives idéologiques tranchées. Cependant, avec la prédominance croissante du «marché» sur la politique en Occident, et avec le

rétrécissement concomitant de l'étendue des choix de lignes politiques, une telle configuration (la politique, arène d'idéologies opposées) semble de plus en plus appartenir au passé. Certaines caractéristiques de la politique africaine (l'accent mis sur le charisme personnel, le rôle central des identités particularistes, la vaste envergure des réseaux de clientélisme) semblent parfaitement convenir à ce qu'on pourrait appeler aujourd'hui la «désidéologisation» de la politique, même dans la région de l'Atlantique Nord. Geschiere se demande finalement s'il faut en conclure que l'Afrique est un exemple de ce qui attend l'Occident. Les travaux de Robert Buijtenhuijs offrent des suggestions curieuses sur ce point.

Un dialogue à peu près similaire et une réévaluation partielle des travaux de Robert Buijtenhuijs sont au centre de l'article de l'anthropologue politique français Jean Copans. Dans son article intitulé «Le faux naïf sur les sentiers des guerres (de libération nationale ?) : l'anthropologie est-elle naturellement anti-impérialiste ?», Jean Copans essaie de creuser derrière la position intellectuelle assumée par Robert Buijtenhuijs pendant des décennies. Robert Buijtenhuijs est intervenu de manière ponctuelle mais régulière pendant près de 30 ans dans la discussion sur les rapports entre l'anthropologie et le colonialisme (ou l'impérialisme). L'auteur passe en revue plus d'une vingtaine d'articles ou de chapitres d'ouvrages de Robert Buijtenhuijs dont plus de la moitié porte explicitement sur ce thème. Il rappelle les prises de position personnelles qui ont déclenché chez ce dernier l'étude du mouvement mau-mau du Kenya et des recherches contre-insurrectionnelles conduites par des anthropologues coloniaux. Cet intérêt a été conforté ensuite par l'étude de la guérilla du Frolinat, puis du processus de transition démocratique tchadien. Les réflexions de Robert Buijtenhuijs sont à replacer dans le cadre d'une interrogation plus globale portant à la fois sur la nature des élites et des dirigeants révolutionnaires et sur le sens historique et sociologique des révoltes et des révolutions du Tiers monde. Cela l'a notamment conduit à reprendre de manière critique certaines des hypothèses de G. Balandier et de J.-F. Bayart. Toutefois, Copans soutient qu'un examen attentif des écrits de Robert Buijtenhuijs montre une évolution quelque peu solitaire de ses réflexions mêmes concernant l'engagement de l'anthropologie qui ne tiennent compte ni des nouvelles réflexions ethniques ni des caractéristiques de l'objet postmoderne de la discipline. Cependant, la fidélité rigoureuse de l'anthropologue à ses premiers principes d'engagement force l'admiration en ces temps de prise de distance de la discipline avec les interpellations historiques du mouvement sociopolitique en général.

Le second domaine majeur des recherches de Robert Buijtenhuijs a surgi spontanément de ses travaux sur les guerres et les révolutions paysannes : la consolidation des relations politiques au cours des transformations suivant un conflit armé. Ce développement logique de son centre d'intérêt premier s'est fondu dans la résurgence, sur le continent africain, des mouvements démocratiques dans le sillage de la mort du communisme et de la chute du

mur de Berlin, après 1989. Au début des années 1990, Robert Buijtenhuijs a entamé une recherche documentaire, au Centre d'études africaines de Leyde, sur la littérature de plus en plus abondante consacrée à la démocratisation en Afrique, et ses ouvrages sur le sujet (rédigés en collaboration, l'un avec Elly Rijnerse, l'autre avec Céline Thiriot) comptent parmi les *best-sellers* de la production imprimée de cet organisme.

Se référant aux nouvelles entités politiques pouvant émerger des décombres des États effondrés en Afrique ou ailleurs, le politologue néerlandais Martin Doornbos se demande dans son article à quel moment on peut parler (à nouveau) d'État. Pour étayer sa réflexion, il prend l'exemple du Puntland, situé au nord-est de l'ancienne république de Somalie qui, depuis 1998, a pris quelques mesures constitutionnelles et administratives importantes en vue d'établir une organisation étatique. L'analyse puise largement dans les processus récents de délibération au sein de la société du Puntland qui tendaient à adopter une nouvelle orientation vers les priorités de la reconstruction et du développement.

La démocratie et la démocratisation figurent naturellement parmi les grandes priorités lors d'une reconstruction sociétale et politique de cette nature. Les trois articles suivants approfondissent ce sujet.

Elly Rijnerse, spécialiste néerlandaise de relations internationales qui prépare actuellement une thèse de doctorat, a collaboré avec Robert Buijtenhuijs à une étude sur le phénomène de la démocratie fondée sur l'Afrique. Cette étude l'a menée à distinguer trois formes spécifiques de démocratie : la démocratie de consensus, la démocratie représentative et la démocratie réflexive. Ces types de démocratie appartiennent, estime-elle, aux trois types différents de structures sociales : la prémodernité, la modernité et la contemporanéité. Les trois structures sociales sont présentées par Rijnerse comme des structures primaires, comparables au statut des couleurs primaires (rouge, jaune et bleu) dans le spectre solaire. L'auteur montre comment les structures sociales, aussi bien en Afrique qu'en Europe, peuvent être comprises comme étant composées des structures sociales primaires. À partir des expériences artistiques de Brian Eno, Rijnerse suggère que ce phénomène démocratique pourra probablement être mieux compris à l'aide de la théorie de la complexité. Cette théorie est censée correspondre au «projet cosmopolite», qui apparaît comme une théorie holistique de la mondialisation.

Après cet exercice de théorisation, la contribution de Piet Konings, sociologue politique néerlandais, demeure fermement enracinée dans la réalité institutionnelle africaine empirique. L'étude de Konings essaie de combler une des lacunes les plus frappantes du corpus croissant d'études portant sur le processus de démocratisation en Afrique : le rôle des syndicats. Se fondant sur une étude comparative de trois pays (Zambie, Ghana et Cameroun), Konings parvient à la conclusion que le rôle des syndicats dans le processus de transition démocratique africain a été plus complexe que les écoles de pensée, qu'elles soient pessimistes ou optimistes, voudraient nous le faire croire. Les études de cas de Konings révèlent une

grande variété dans le rôle des syndicats, qui est fonction non seulement de facteurs tels que leur force organisationnelle et leurs relations antérieures avec l'État, mais aussi de leur volonté de s'engager directement dans l'établissement d'une démocratie formelle, sous la forme en particulier d'un régime multipartite. Ayant appris par des expériences passées douloureuses que toute alliance étroite des syndicats avec des mouvements et des partis politiques pouvait finalement contrecarrer la défense des intérêts des travailleurs, les leaders syndicaux africains ont eu de plus en plus tendance à garder leurs distances de la lutte visant à l'introduction d'une démocratie formelle. Ils préfèrent se battre pour l'autonomie des syndicats à l'égard de l'État, et pour une participation accrue des syndicats dans le processus décisionnel national, qu'ils considèrent comme les préalables de la défense des intérêts des travailleurs et du développement d'une culture démocratique dans la société.

La politologue française, Céline Thiriot, est coauteur avec Robert Buijtenhuijs d'un ouvrage d'analyse de la littérature sur la démocratisation en Afrique subsaharienne de 1992 à 1995. Son article publié dans ce volume se fonde sur une thèse, soutenue récemment, portant sur le rôle de l'armée dans la transition démocratique en Afrique subsaharienne. L'armée, à la fois institution et acteur politique, a un rôle difficile à analyser. Sa particularité tient notamment à sa perméabilité extrême aux clivages sociologiques, ethnorégionaux et économiques du monde civil. La transition démocratique implique une démilitarisation du pouvoir qui n'est pas gagnée d'avance. Divers facteurs entrent en ligne de compte. Finalement, au regard des conditions nécessaires pour le retrait de l'armée du pouvoir politique, on peut se demander si les régimes postmilitaires ne restent pas soumis à une sorte de conditionnalité militaire tant l'omniprésence de l'armée reste évidente.

Les travaux de Robert Buijtenhuijs suivent un troisième fil directeur, moins évident toutefois : les dimensions culturelles, symboliques, notamment religieuses, des processus et des conflits politiques sur lesquels sont axées ses études des mouvements révolutionnaires. Du mouvement mau-mau, nouvelle forme possible d'usages consacrés de prestation de serment, aux composantes chrétienne et musulmane se trouvant face à face dans le conflit tchadien, en passant par la contribution éventuelle des églises chrétiennes aux premiers mouvements de résistance du continent africain, Robert Buijtenhuijs a analysé dans divers textes la dimension religieuse des phénomènes politiques et leur interprétation possible. Il convient donc que ce recueil comporte deux articles sur les relations existant aujourd'hui sur le continent africain entre, d'une part, la politique et, d'autre part, les religions occultes et organisées.

Avec son essai provocateur sur le sacrifice humain, le Togolais Comi Toulabor aborde un sujet qui a non seulement été entouré pendant longtemps d'un silence embarrassé, mais qui a même fait l'objet d'une autocensure de la part des chercheurs africanistes suffisamment proches des réalités de

l'Afrique contemporaine pour savoir ce qui se passait dans les coulisses du pouvoir, tant à l'échelon national, régional que local. Dans le cadre de la politique du savoir qui prévaut actuellement dans les études africaines, un article comme celui-ci ne pouvait être écrit et publié que par un chercheur africain suffisamment reconnu. En qualité d'éditeur, nous reconnaissons l'importance des études de cette nature, mais, en même temps, nous ne pouvons que souscrire à l'opinion de l'auteur sur l'absence de preuves et sur l'impact potentiellement néfaste des études de ce type sur l'image très négative des sociétés et des peuples africains dans le monde contemporain.

Dans nombre de postcolonies africaines tels le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Gabon, le Ghana, la Guinée, le Liberia, le Tchad, le Togo ou l'ex-Zaïre, etc., on pratique des sacrifices humains, soutient Toulabor, dans les cercles des pouvoirs en place. Votifs, propitiatoires ou expiatoires, ils constituent selon les croyances le don le plus précieux que l'individu puisse offrir à une divinité en échange d'avantages jugés non négligeables. Ils sont souvent déguisés en meurtres politiques lorsque les victimes sont elles-mêmes des personnalités du sérail du pouvoir. Des raisons liées entre autres à la nature ambivalente de l'activité politique perçue à la fois comme source d'enrichissement et porteuse de la mort expliquent ces pratiques destinées à se concilier ses faveurs. Mais une étude scientifique sérieuse de ce phénomène occulte est difficile à réaliser compte tenu de la fragilité des informations. Toutefois, de nombreux faisceaux d'indices concordants accèdent l'existence de sacrifices humains dans les États africains contemporains, qui interpellent la conscience humaine. Il faut rompre le mur du silence qui les entoure, plaide Toulabor, et ouvrir le débat scientifique si l'on ne veut pas faire le jeu des tenants de «l'image négative de l'Afrique».

Ce n'est pas sur les pratiques occultes (bien qu'elles apparaissent vers la fin), mais sur le christianisme organisé, en tant que facteur de contrôle social et politique urbain au niveau du quartier, que porte le dernier article, rédigé par Wim van Binsbergen, anthropologue et philosophe néerlandais. L'étude de l'urbanisme africain, distincte de l'étude de l'urbanisation, a pris un élan dans les années 1970 ; elle a fait ressortir un style de vie mû de plus en plus par sa propre dynamique et pour l'étude sociologique duquel les zones rurales, leurs modèles de pensée et de parenté n'étaient plus des points de référence significatifs. Le texte publié aborde les modèles émergents de contrôle social qui enseignaient sur la vie familiale et conjugale à Lusaka au début des années 1970. Appliquant un modèle courant dans le contexte des études portant sur les villes zambiennes, l'article part d'une présentation détaillée de documents relativement peu exploités, centrés sur un seul protagoniste urbain. L'analyse de ces documents montre ensuite la contribution au contrôle social urbain, non seulement d'une organisation religieuse chrétienne urbaine formelle (qui, donc, pour employer une expression chère à Robert Buijtenhuijs, se révèle être «un endroit où on peut se sentir chez soi»), mais également de modèles d'intervention, de soutien,

de conflit et de sorcellerie au sein de la parenté, qui proviennent des zones rurales.

Considérant l'ensemble des articles et des auteurs du présent ouvrage, on ne peut s'empêcher d'être impressionné par l'étendue et la profondeur des recherches effectuées par Robert Buijtenhuijs et par leur impact au fil des décennies à la fois sur la pratique politique africaine et sur les recherches sur l'Afrique réalisées au plan international. Pourtant il s'est toujours montré modeste et simple, combinant une passion monacale de la recherche et de l'écriture avec un désir de discrétion, quasiment d'invisibilité, sur la scène de la recherche. Jeune chercheur, il a rapidement poussé sa méthode de rédaction à la perfection, au point que, après deux ou trois années de collecte méticuleuse de données, gardant d'innombrables petites notes (parfois de vulgaires bouts de papier, déchirés par exemple dans la marge d'une feuille de journal local) dans de multiples enveloppes (soigneusement rangées dans une boîte à chaussures en carton), il se retirait pendant six semaines et réapparaissait avec la version provisoire presque achevée d'un nouveau chef-d'œuvre. Face à un tel talent, les bases de données informatiques, les traitements de textes, et même la simple machine à écrire n'avaient pas grand-chose à offrir et étaient négligemment mis de côté. Dans ce monde de recherche intense de données et de leur représentation, la théorie était, au mieux, une échelle de Wittgenstein à rejeter après avoir laissé une partie du raisonnement atteindre un certain degré de sophistication au goût du jour. Les faits de la politique et de la contestation africaines pouvaient très bien parler d'eux-mêmes. Et cela n'a-t-il pas été le cas?

Pour illustrer le frontispice de ce livre, nous avons choisi une photo de 1997 qui montre Robert Buijtenhuijs tel que nous aimons le garder dans nos souvenirs : un homme qui, malgré sa notoriété, sait rester modeste et qui, avec respect et reconnaissance, vénère ceux qui, pour lui, ont été les géants dans le domaine des études politiques africaines, représentés ici par Basil Davidson, à l'égard duquel Robert Buijtenhuijs a ressenti l'admiration sans réserve partagée par nombre de chercheurs de sa génération et de tenants de ses idées politiques radicales. La photo ne suggère guère que Robert a mérité une place d'honneur parmi ceux-là mêmes qu'il admirait le plus.